

# La Presse

1. La Presse. 1836-08-14.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



14 AOUT

LA

PRESSSE

DIMANCHE

1836

Les abonnements datent des  
1 et 15 de chaque mois.

PARIS, RUB SAINT-GEORGES, N. 16.

N° 39

Le prix des annonces est fixé à  
4 fr. 50 c. la ligne.

## ÉTRANGER.

### ESPAGNE.

MADRID, 6 août. — Le général Espartero écrit en date du 29 juillet ce qui suit :

« L'ennemi a passé la nuit à Cangas ; demain il ira à Salaz, et après-demain à Grado. Demain j'arriverai à Mugnas et après-demain à Grado ; j'entrerais dans cette capitale le 1<sup>er</sup> août. Je crois que l'ennemi ne projette aucun mouvement contre cette capitale, car il se retire dans le plus grand découragement. En tout cas, il importe qu'Oviedo soit défendu à tout prix. Le commandant de la province ajoute que l'ennemi n'a pas suivi la marche que le général Espartero avait supposée ; il s'est rendu de Cangas à Lictarigos. Il pense que le général Espartero ne viendra pas à Oviedo, et qu'il suivra le mouvement de l'ennemi. »

— Le commandant-général des Asturies écrit en date du 30 juillet que les factieux, après avoir pénétré dans la Galice, sont revenus sur leurs pas en passant par la principauté.

— Le général Espartero avait passé à Navia la nuit du 28 ; les factieux avaient ainsi une journée sur lui.

— L'esprit public de la principauté s'est amélioré. Les habitants des bourgs ont refusé des rations aux rebelles, notamment ceux de Cangas et de Tineo.

— Le commandant de la province de Léon écrit en date du 2 août, qu'il a quitté la capitale avec les autorités, parce que l'avant-garde de la faction de Biscaye s'est présentée sur le pont de Saint-Marce. Il prétend que l'ennemi, poursuivi par le général Espartero, ne pourra rester dans Léon qu'un seul jour.

— Le capitaine-général de la Vieille-Castille écrit en date du 3 août qu'ayant appris du commandant-général de Valladolid que Gomez se trouvait aux environs de Léon ; il avait ordonné au brigadier Piriz-Samper de se diriger sur Palencia avec son bataillon, quatre compagnies du régiment du prince, l'escadron des grenadiers de la garde, etc.

— Pour empêcher la jonction de Gomez avec Bazilio, si tel est son projet, le capitaine-général se proposait d'envoyer des renforts au colonel Aspiroz ; avec ces forces, le colonel continuera de poursuivre Bazilio, quelque direction qu'il prenne d'ailleurs.

### DERNIÈRES NOUVELLES D'ESPAGNE.

MADRID, 7 août. — Les mesures arrêtées par le gouvernement sont exécutées avec vigueur. Dans quarante-huit heures, tous les fils de la garde nationale auront été déposés entre les mains de l'autorité, malgré l'espèce de défaveur qui, dans le premier moment, a suivi l'ordre de désarmement émané de Quesada. La réorganisation de cette milice ne se fera pas beaucoup attendre ; on ne négligera rien pour incorporer dans la garde nationale tous les individus intéressés naturellement par esprit de conservation personnelle à s'unir pour le maintien de l'ordre, et à faire respecter la propriété. Les entraves apportées dans le premier moment à la liberté de la presse ont été levées presque immédiatement. Le *Castilian* paraît aujourd'hui, et le gouvernement a intimé l'ordre aux 5 autres organes de l'opposition, provisoirement suspendus, de reprendre le cours de leurs publications. L'effet moral voulu par les ministres a été produit par la suspension très courte de ces journaux, cela suffit ; la résistance d'ailleurs dans la capitale est devenue impossible. Des renforts arrivés ce soir ont inspiré une nouvelle confiance aux autorités et aux ennemis de l'anarchie. Le président du conseil redoute si peu une nouvelle démonstration dans la capitale, qu'il est parti pour la Granja.

Le parti modéré, dans la nouvelle chambre des procuradores, vient de se recruter de deux hommes distingués, MM. Ferrer et Zumalacarréguy. Le caractère intègre et le patriotisme éprouvé de ce dernier doivent faire rentrer ce nom en grâce auprès du pays.

Le gouvernement a reçu la nouvelle officielle de la proclamation de la constitution de 1812 à Cordova. La junte installée dans cette ville n'a adopté qu'une résolution, mais elle est significative. Toutes les dépenses seront couvertes par les dons volontaires de la junte ecclésiastique. Au reste, ces junes ne semblent pas destinées à avoir une longue existence. En Andalousie, elles se signalent par les malversations les plus coupables ; partout la dilapidation est à l'ordre du jour, et Cadix se montre déjà si fatigué des excès de sa junte, que tout porte à croire à une réaction aussi prompte que complète. Il faut en outre remarquer que les principaux meneurs du mouvement, dans presque toutes les villes, se sont hâtés de s'enfuir, peu confiants dans l'avenir du régime qu'ils avaient contribué à établir.

Ruesca a proclamé la constitution par ordre d'Evariste San-Miguel, qui règne en Aragon. Un des premiers projets du ministère est de diriger ses forces disponibles contre les exaltés pour en finir ensuite avec les carlistes.

Mina ne s'est pas encore prononcé, mais tout porte à croire qu'il suivra l'impulsion de l'armée.

### GRANDE-BRETAGNE.

#### CHAMBRE DES LORDS. — Séance du 11 août.

BILL SUR LE TIMBRE DES JOURNAUX. — Le chancelier de l'échiquier, suivi d'un certain nombre d'honorables membres, paraît à la barre, et apporte le nouveau bill relatif aux droits de timbre sur les journaux.

Lord Melbourne propose aux nobles lords de prendre en considération le message de la chambre des communes ayant pour objet d'inviter L. L. SS. à une conférence libre au sujet du bill d'amendement de l'acte des corporations municipales.

La chambre décide qu'elle acceptera la conférence, et nomme pour l'y représenter le comte de Ripon, l'évêque de Gloucester, lord Ollenborough, lord Wharnclyffe, lord Lyndhurst, lord Fitzgerald et lord Abinger. Les nobles lords désignés quittent immédiatement leurs sièges pour se rendre dans le salon de la conférence.

Après une absence d'une demi-heure, les commissaires reparaissent, et le directeur de la conférence, le comte de Ripon, annonce que les communes persistent à refuser leur adhésion aux nombreux amendements introduits par L. L. SS. dans le bill d'amendement de l'acte des corporations municipales.

Lord Lyndhurst se lève et présente une motion tendant à demander que les nobles lords persistent de leur côté dans leurs amendements. Il soutient que ces amendements sont basés sur la plus stricte justice, et il ajoute que c'est un devoir pour L. L. SS. de ne pas y renoncer.

La discussion en était là, lorsqu'à eu lieu le départ du courrier ; mais on ne doutait pas que la motion de lord Lyndhurst ne fût adoptée.

#### CHAMBRE DES COMMUNES. — Séance du 11 août.

BILL RELATIF AUX MARIAGES. — Le commencement de la séance à la chambre des communes a été rempli par l'examen des amendements introduits par les lords dans le bill relatif aux mariages.

Plusieurs orateurs ont pris la parole pour combattre ces amendements et en demander le rejet.

### SUISSE.

BERNE, 9 août. — La diète, dans sa séance du 20 juillet, avait renvoyé à une commission l'examen de la proposition du haut état de Zurich, tendant à ce qu'un concordat soit conclu à l'effet de régler la position des réfugiés politiques séjournant en Suisse ; elle l'a chargée d'examiner toutes les observations faites et toutes les propositions présentées ; enfin, de considérer l'objet sous toutes ses faces, et de présenter à la diète des propositions pour terminer cette affaire d'une manière définitive.

Nous devons insister surtout sur un fait bien important à constater. Aucun Français ne figure parmi les agitateurs ; ce sont des Allemands seuls qui sont désignés, ils sont même présentés comme s'isolant tout-à-fait des proscriptions des autres nations. Ainsi tombent les éloges donnés à notre ministère par le cabinet anglais, d'avoir pris, relativement à la Suisse, la détermination qui était, disait-il, commandée par la difficulté de la position.

Extrait du rapport de la majorité de la commission de la diète chargée de donner un avis préalable relativement à l'affaire des réfugiés.

« Une des pièces les plus importantes est un rapport du conseil de police de Zurich au gouvernement zurichois, en date du 14 juin 1836. Le chef de la police ayant appris, vers la fin de mai, le retour d'Espagne du docteur Rauschenplatt, homme hardi et entreprenant, il le fit observer ainsi que d'autres individus. Rauschenplatt forma le plan d'une invasion armée dans le grand duché de Bade, près de la forêt Noire, afin d'entretenir constamment la lutte contre la tyrannie. Peu après, le chef de la police apprit de la préfecture de Zurich qu'un certain baron d'Eyb, qui s'était montré fort actif depuis quelques temps parmi les réfugiés allemands, et assistait à leurs sociétés secrètes, avait organisé, près de Zurich, une assemblée secrète de vingt à trente ouvriers et réfugiés allemands ; ce fut immédiatement avant la Pentecôte. Les portes furent fermées. Une jeune fille entendit distinctement qu'un des assistants demanda à plusieurs reprises : « Un tel (elle ne distinguait pas le nom) doit-il mourir ? » et que beaucoup d'autres répondirent : « Oui, il doit mourir. » Les prévenus ne sont pas convenus de cela. La dénonciation de ce fait, précédé du meurtre de Lessing et la falsification du passeport d'Eyb, engagèrent la police à faire arrêter promptement cet individu et à se saisir de ses papiers. Cette arrestation conduisit aux découvertes suivantes :

1<sup>o</sup> Que des clubs de la *Jeune Allemagne* étaient organisés dans les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, et vraisemblablement aussi dans quelques autres, et qu'ils délibéraient sur des matières politiques ;

2<sup>o</sup> Qu'une assemblée générale de délégués de tous ces clubs devait avoir lieu incessamment à Granges, à moitié chemin entre Bienne et Soleure, afin de prendre des décisions importantes ;

3<sup>o</sup> Que le club de Zurich avait insisté auprès des autres pour qu'on en vint à des actions ; que du reste les autres clubs, déjà passablement nombreux, y étaient disposés ;

4<sup>o</sup> Que l'on travaillait à convertir au républicanisme les ouvriers tyroliens.

Un rapport de la section de justice du canton de Berne, en date du 24 juin, concernant l'arrestation de Schuler et l'enquête préliminaire dirigée contre lui, établit, ainsi que sept lettres trouvées chez Schuler, l'existence de diverses sections de la *Jeune Allemagne* leur correspondance entre elles, le projet de cette association de faire une attaque contre l'Allemagne, les rapports de la *Jeune Allemagne* avec la *Jeune Europe*, enfin la circonstance que le journal la *Jeune Suisse* est l'organe de l'association.

Le 4 juillet, M. le préfet Roschi adressa au conseil exécutif de Berne un rapport sur le commencement de l'enquête préliminaire dirigée contre Ernest

Schuler, surnommé Robert. Bien que cette enquête ne fût pas encore complète, il résulte des enquêtes et des documents :

1<sup>o</sup> Que l'association de la *Jeune Allemagne*, fondée à Berne par les frères Breidenstein et consorts et signée le 15 avril 1834, a continué d'exister, bien que ses fondateurs aient été renvoyés du pays ;

2<sup>o</sup> Que cette association et celles de la *Jeune Italie*, de la *Jeune Pologne* et de la *Jeune France* font partie de la *Jeune Europe*, et qu'elles sont dirigées chacune par un comité central qui seul connaît les supérieurs qui les dirigent secrètement de Paris ;

3<sup>o</sup> Que le but de ces associations organisées par des statuts est purement politique ; qu'il tend au renversement de toutes les constitutions monarchiques, et à l'introduction dans les différents états de l'Europe d'une république organisée d'après les principes de la société des Droits de l'Homme ; qu'en attendant, les clubs dans lesquels la société se divise doivent propager une instruction morale et politique parmi les ouvriers, et qu'on doit chercher à gagner cette classe pour les intérêts de la société ;

4<sup>o</sup> Que le comité central de la *Jeune Allemagne* a été établi à Bienne depuis le commencement de cette année, et qu'il a adressé aux clubs trois circulaires ;

5<sup>o</sup> Que le comité central a convoqué pour le 28 mai l'assemblée de Granges, dans le but de délibérer en commun et d'arriver à ce degré de maturité et d'énergie qui est nécessaire pour agir hardiment... (ici le rapport fait connaître le résultat d'enquêtes faites à Neuchâtel et à Genève, qui ne fournissent aucune donnée nouvelle.)

Les statuts de la *Jeune Europe* et ceux de la *Jeune Allemagne* sont connus ; les premiers établissent une union entre la *Jeune Italie*, la *Jeune Allemagne* et la *Jeune Pologne*, et une fraternité entre les membres de ces trois associations. Les statuts de la *Jeune Allemagne*, en cinquante-huit articles, sont une constitution et une législation fondamentale. Suivent les détails, motifs et moyens d'exécution de l'arrêté proposé à la diète par la majorité de la commission, dans les termes suivants :

« La diète, vu les menées coupables pratiquées par des réfugiés et d'autres étrangers, découverts par le vorort et par quelques gouvernements cantonnauux, et signalée par la circulaire directoriale du 22 juin 1836 ;

« Considérant que ces menées compromettent la sûreté et la tranquillité intérieures, ainsi que la neutralité de la Suisse et les rapports internationaux, et qu'elles sont une violation de l'asile accordé à des étrangers ;

« Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les réfugiés ou autres étrangers qui ont abusé de l'asile accordé par les cantons, et qui ont compromis par des faits constatés la sûreté ou la tranquillité intérieure ou la neutralité de la Suisse et les rapports internationaux, seront expulsés du territoire de la confédération avec le concours du directorat. Ils le seront sans délai, toutefois sans préjudice à l'action de la justice.

Art. 2. Les cantons connaissent des cas et pourvoient à l'exécution de l'art. 1<sup>er</sup> dans leur territoire respectif. Ils se concertent à cet effet avec le directorat fédéral.

Art. 3<sup>o</sup>. Le directorat fédéral veille à l'exécution fidèle, prompte et uniforme des art. 1 et 2. Il adresse aux cantons, en cas de besoin, des directions et des invitations.

Art. 4. Si un canton néglige ou refuse l'expulsion d'un étranger dont le directorat juge la présence en Suisse contraire à l'art. 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le directorat défère le cas à la diète qui prononcera, et qui, au besoin, fait exécuter sa décision aux frais du canton en défaut.

Art. 5. Dans le terme d'un mois, après que le présent arrêté aura été adopté par une majorité d'états et communiqué aux gouvernements cantonnauux, le directorat fédéral fera un rapport détaillé sur l'exécution ; ce rapport sera adressé à la diète ou aux cantons, si la diète n'est pas assemblée ni convoquée pour cet objet.

Art. 6. Le directorat donnera immédiatement connaissance du présent arrêté aux cantons. »

### FRANCE.

PARIS, 13 AOUT.

Les esprits se sont quelque peu émus ces jours-ci, et avec grande raison selon nous, de ces attaques nocturnes multipliées, qui font du Paris d'aujourd'hui le Paris du seizième siècle, avant qu'une ordonnance de Henri III détruisit la compagnie des tuteurs publics, qui assassinaient chez eux ou en ville, au gré des châlans, et moyennant un prix fort honnête.

La presse de l'opposition, qui a été la première à donner l'éveil à ce sujet, s'est bien vite hâtée de prendre cette question comme elle les prend toutes, c'est-à-dire d'accuser l'incurie du gouvernement ; car pour ces journaux de l'avenir, comme les appelle hier le *Journal du Commerce*, en se nommant au milieu d'eux, tout le secret de la politique consiste à dire non partout où le gouvernement dit oui.

Il faut ajouter néanmoins que le *Journal du Commerce* propose, pour prévenir les attaques nocturnes, de confier la police de

ville, soit qu'ils crussent que leur rang leur permettait de choisir cette place, ils s'en firent si bien qu'ils parvinrent à prendre la file immédiatement après le sire de Fauquemont et le Courtraisien ; ils la suivirent ainsi pendant un quart d'heure à peu près, puis la tête de la colonne s'arrêta devant une maison à plusieurs étages qui tenait à la fois de la manufacture et du palais ; chacun mit pied à terre, les valets s'emparèrent des chevaux qu'ils conduisirent sous de grands hangars destinés à donner l'hospitalité aux quadrupèdes ; on était arrivé chez Jacques d'Artevelle ; en se retournant pour faire signe au cortège d'entrer, le brasseur aperçut les nouveaux arrivants.

— Ah ! c'est vous, maître Gérard, dit tout haut d'Artevelle ; soyez le bienvenu. Je regrette que vous n'ayez pas été plus pressé de nous rejoindre de quelques heures seulement, vous auriez assisté à la décision que nous venons de prendre pour assurer la liberté du commerce des bonnes villes de Flandres avec Venise et Rhodes, décision pour l'exécution de laquelle messire de Juliers et monseigneur l'archevêque de Cologne, son frère, peuvent nous être et nous seront d'un si grand secours, non seulement dans toute l'étendue de leurs possessions territoriales qui s'étendent de Dusseldorf à Aix-la-Chapelle, mais encore par leur influence sur les autres seigneurs, leurs parents et amis, parmi lesquels il faut compter l'auguste empereur des Romains, Louis V de Bavière. Vous auriez vu avec plaisir, j'en suis certain, l'empressement et l'unanimité qu'ont mis les bonnes villes à me conférer tous les pouvoirs qui appartiennent à Louis de Flandres, avant sa fuite chez son parent le roi de France. Puis s'approchant de lui et le tirant à part, il ajouta tout bas : — Eh bien, mon cher Denis, quelles nouvelles d'Angleterre ? as-tu vu le roi Edouard ? paraît-il disposé à lever la défense qu'il a faite ? aurons-nous ses laines du pays de Galles et ses cuirs du comté d'York ? Parle tout bas et comme si nous causions de choses indifférentes.

— J'ai rempli ponctuellement tes instructions, Jacquemart, répondit le chef des tisserands, affectant de tutoyer d'Artevelle, et de l'appeler du nom que lui donnaient ses familiers. J'ai vu le roi d'Angleterre, et il a été si frappé des observations que je lui ai transmises en ton nom, qu'il envoie un de ses plus fidèles pour traiter l'affaire directement avec toi, ne voulant avoir affaire qu'à toi, et sachant qu'il est inutile de s'adresser à d'autres, et que ce que tu veux la Flandre le veut.

— Et il a raison, sur mon âme, Et où est ce messager ?

— C'est ce grand jeune homme, moitié brun, moitié roux, que tu vois de l'autre côté de la rue, appuyé contre cette colonne, et jouant avec son faucon, comme pourrait faire un baron de l'empire ou un pair de France. Je crois, Dieu me pardonne, que tous ces Anglais se croient descendants de Guillaume-le-Conquérant.

— N'importe, il faut flatter leur vanité, de ma part, ce jeune homme au souper que je donne à l'archevêque de Cologne, au marquis de Juliers et aux députés des bonnes villes. Place-le à table de manière à satisfaire son amour-propre sans cependant qu'il soit trop en vue, entre le Courtraisien, qui est chevalier, et toi qui es chef de corporation. Par exemple, aie soin qu'il ne soit pas trop près de moi, pour ne pas donner soupçon sur son importance, et cependant qu'il ne soit pas trop éloigné, afin que je puisse étudier sa physionomie. Recommande-lui de ne pas dire un mot de sa mission, et fais-le boire : je causerai avec lui après le souper.

Gérard Denis fit un signe d'intelligence, et s'empressa de porter à Guillaume l'invitation qu'il était chargé de lui transmettre : Guillaume l'accepta comme une faveur à laquelle son titre lui donnait droit, et prit entre le Courtraisien et le chef des tisserands la place que lui avait désignée d'Artevelle.

Le souper était presque aussi nombreux et aussi splendide que celui pas lequel cette chronique s'est ouverte à Westminster ; il y avait le même luxe de valets, la même abondance de vaisselle d'argent ciselée, et la même profusion de vins ; d'hippocras et de cervoise ; seulement, les convives offraient un tout autre aspect ; car, à l'exception du marquis de Juliers et de l'archevêque de Cologne, qui étaient assis au haut bout de la table, à la gauche et à la droite d'Artevelle, du sire de Fauquemont et du Courtraisien qui s'étaient placés en face, tous les autres étaient de simples bourgeois élus, ou des chefs de corporation ; aussi s'étaient-ils alignés tous, sans autre distinction que celle de l'âge, autour de la table un peu plus basse, qui faisait suite au service d'honneur ; quant à Guillaume, il avait sans façon poussé son voisin, de sorte qu'il avait trouvé place au rang des seigneurs, tandis que Gérard Denis commençait la série de ceux qui mangeaient à la table secondaire : il était donc placé presque en face de d'Artevelle, et profitant de la précaution que celui-ci avait ménagée pour lui-même, il pouvait l'examiner à son aise.

C'était un homme de quarante-cinq à quarante-huit ans à peu près,

1338.

RÈGNES D'ÉDOUARD III D'ANGLETERRE ET DE PHILIPPE VI DE FRANCE.

V.

Maintenant que, bravant l'ennui qui ne manque jamais de s'attacher à l'histoire de faits et de dates dépourvues de ses détails, nous avons consacré la moitié d'un chapitre à raconter quels événements successifs avaient porté le brasseur d'Artevelle au degré de pouvoir où il était parvenu ; on ne s'étonnera pas de le voir sortir de la salle de conférence où les députés des corporations discutaient ordinairement les affaires de la ville et de la province, au milieu d'un cortège qui aurait fait honneur à un prince suzerain : à peine était-il apparu au seuil de cette salle que, quoi qu'il eût encore la cour tout entière à traverser avant d'arriver à la rue, une vingtaine de valets armés de bâtons avaient pris les devants pour lui frayer une route au milieu du peuple qui s'empressait toujours aux lieux où il devait passer. Arrivé à la porte, où plusieurs pages et écuyers tenaient des chevaux de main, il s'approcha de sa monture, rassembla les rênes en cavalier expérimenté, et se mit en selle avec plus d'aisance qu'on n'aurait dû l'attendre d'un homme de son état, de sa corpulence et de son âge. A sa droite et à sa gauche s'avancèrent montés, le premier sur un magnifique cheval de guerre digne d'un aussi noble et aussi puissant cavalier, le second sur un palefroi dont l'allure douce était assortie à son état, le marquis de Juliers, fils de ce Guillaume de Juliers qui, à la bataille de Mons-en-Puelle, avait pénétré jusqu'à la tente de Philippe-le-Bel, et son frère messire Valerand, archevêque de Cologne ; derrière eux venaient le sire de Fauquemont et un brave chevalier qu'on appelait le Courtraisien, parce qu'il était né dans la cité de Courtray, et qu'il était même plus connu sous ce nom que sous celui de Zener qui était cependant le nom de sa famille. Enfin, derrière les deux nobles hommes que nous venons de nommer, se pressaient pêle-mêle et sans distinction les députés des bonnes villes et les chefs des corporations.

Ce cortège était si nombreux que personne ne s'était aperçu qu'au détour d'une rue deux nouveaux personnages venaient de s'y mêler ; soit que les arrivants désiraient par curiosité s'approcher de Jacques d'Arte-



Paris aux maires des douze arrondissements. Pour notre compte, nous ne voyons pas ce que la sécurité des rues y gagnerait. Outre l'embarras qui résulterait de la création de douze lieutenants de police, lesquels probablement ne pourraient pas exercer leur office dans la circonscription l'un de l'autre, nous ne savons pas qui voudrait accepter les fonctions municipales, s'il fallait être sur pied incessamment, non seulement pendant le jour pour administrer les affaires des citoyens, mais encore pendant la nuit pour surveiller les menées des voleurs. Et puis, on peut être fort bon magistrat municipal, et médiocre officier de justice; il suffit pour être bon maire d'avoir une connaissance suffisante des affaires administratives; il faut, pour être bon chef de police, une connaissance suivie des habitudes secrètes et des éléments honteux d'une grande ville: on peut avoir l'une, et manquer de l'autre.

Pour nous, le moyen qui nous paraît le meilleur pour rendre la sécurité aux rues de Paris, ce n'est pas d'y multiplier le nombre des agents de police, mais d'y diminuer le nombre des voleurs. Nous ne savons pas si la brigade de sûreté fait son devoir, mais nous sommes assez disposés à croire qu'elle gagne l'argent qu'on lui donne; et, dans tous les cas, nous trouvons que la ville la mieux gardée est toujours celle qui n'a pas besoin de l'être: nous voudrions que Paris fût dans ce cas.

Il arrive d'ordinaire que lorsqu'il y a une grande réunion sur un point de la ville, l'autorité dispose des surveillants pour prévenir l'engorgement des rues. Or, nous ne voyons pas pourquoi cette mesure de prudence qu'on applique aux petites choses ne serait pas appliquée aux grandes, et pourquoi le gouvernement ne prendrait pas des mesures pour empêcher la ville de Paris de s'engorger comme elle le fait.

Paris est obstrué de forçats libérés, d'anciens malfaiteurs en surveillance, de repris de justice de toute sorte, de filles publiques recélées, de maîtres et d'apprentis voleurs; ce serait rester au-dessous de la vérité que de porter à cinquante mille individus cette population redoutable. La police connaît non seulement les délits et les crimes de ces gens-là, mais encore leurs noms et leurs adresses; elle les suit d'hôtel garni en hôtel garni, de rue en rue, et elle sait à l'avance quels voleurs exploitent, un jour donné, tel quartier; quels voleurs, tel jour, en exploitent un autre.

Cette population de vagabonds et d'affamés s'agrandit et s'accumule tous les ans, à proportion que les hôtels de bagues et des prisons se renouvellent. Autrefois, les malfaiteurs se cachaient dans les forêts, maintenant ils accourent dans les grandes villes. On est mieux caché à Paris que dans un bois, et par suite Paris devient ainsi chaque jour moins sûr qu'un bois.

Il faut que le gouvernement se préoccupe sérieusement de cette question, qui est capitale, et sur laquelle nous reviendrons. On aurait beau, comme on voit, faire faire la police par un préfet ou par un maire; ce n'est pas de la police qu'il s'agit, mais des malfaiteurs. La police sera bien faite quand les voleurs et les assassins ne fourmilleront plus; si leur nombre s'augmente encore, la police n'y fera rien.

Il nous semble qu'il n'est pas indispensable que Paris reçoive l'écumé des bagues et des prisons de la France; et de même qu'on a senti depuis quelques années la nécessité qu'il y avait à ce que chaque commune nourrit ses pauvres, on sentira bientôt, nous l'espérons, la nécessité non moins urgente qu'il y a dès à présent à ce que chaque commune garde et surveille ses voleurs.

L'ancien ministre de l'instruction publique, qu'on croyait exclusivement préoccupé de compositions historiques et surtout de son discours de réception à l'académie française, vient de remonter sur la scène politique. Le banquet de Lisieux, dont M. Guizot a été le héros, est devenu pour les familles doctrinaires un texte de chaudes louanges pour l'ancien ministre, même de récriminations contre l'administration actuelle.

On ne saurait avoir oublié la discussion soulevée, l'année dernière, par l'allocation de M. Odilon Barrot au banquet de Torigny. Le maire de cette ville fut suspendu de ses fonctions parce qu'il avait prêté une des salles de la mairie aux électeurs qui voulaient fêter un député; et le ministre, en prenant une mesure aussi sévère, s'appuyait sur le motif que le maire, en disposant d'un établissement public pour un banquet, avait manqué à son devoir.

Où M. Guizot et les électeurs de Lisieux ont-ils dîné? Où l'ancien ministre a-t-il prononcé sa harangue politique? dans la salle de l'enseignement mutuel, établissement public, appartenant à la commune, et où tous les frais d'entretien sont faits par l'administration municipale et par l'université.

Le maire de Lisieux, le directeur de l'école d'enseignement mutuel seront-ils suspendus de leurs fonctions?

Ce qui a réellement soulevé contre la reine d'Espagne les constitutionnels modérés de l'Andalousie et de l'Estramadoure, c'est la défection par trop scandaleuse d'Isturiz. Que l'on s'imaginer M. Mauguin aujourd'hui un des chefs de l'opposition, et

demain recevant la présidence du conseil avec les doctrines de M. Guizot; c'est à peu près là le singulier spectacle qu'a donné le ministre espagnol.

#### AVIS AUX CONSEILS GÉNÉRAUX.

##### PROJET DU GOUVERNEMENT SUR LA CONSERVATION DU CADASTRE.

La conservation du cadastre est aujourd'hui unanimement réclamée: réclamée depuis plusieurs années par bon nombre de conseils généraux, par tous les hommes spéciaux, par la commission du budget des finances, et enfin promise formellement par le gouvernement. Déjà même le ministre des finances avait fait élaborer un projet de conservation cadastrale qui devait être l'objet d'une proposition législative à la session dernière; mais le pouvoir, pressant que ses vœux n'auraient point l'approbation de la chambre, a cru prudent de ne point risquer la présentation; d'où il semble résulter qu'il n'y a pas le même accord sur la nature et le mode de la conservation que sur sa nécessité.

Le moment est donc venu de formuler nettement la volonté ou plutôt les besoins véritables du pays à cet égard; ce soin appartient surtout aux conseils généraux; il dépend d'eux que la France soit dotée d'une institution éminemment utile, mais il faut pour cela que leur vote soit précis, explicite, et que leur choix soit fondé en raison.

Or, deux systèmes sont en présence. La conservation aura-t-elle lieu en vue seulement de l'assiette de l'impôt, dans un intérêt purement fiscal, ou bien dans cet intérêt et dans celui de la propriété tout à la fois?

Et puis la conservation sera-t-elle périodique, c'est-à-dire se bornera-t-elle à réviser les plans du cadastre tous les vingt ou trente ans par exemple, ou sera-t-elle continue, successive? suivra-t-on à chaque instant le mouvement du sol, et reportera-t-on sur les plans et autres pièces cadastrales tous les changements de limites et de propriétaires au fur et à mesure qu'ils auront lieu?

C'est là le problème réduit à sa plus simple expression. Le pays demande la conservation successive et à double fin.

Le ministre des finances s'est prononcé jusqu'ici pour la conservation périodique dans un intérêt purement fiscal.

Cependant il n'est pas un seul propriétaire éclairé qui, en y réfléchissant, ne sente aussitôt l'utilité du cadastre pour délimiter d'une manière légale et authentique ses parcelles de propriété, et les garantir ainsi de tout empiètement. Il n'en est pas un qui ne regarde la conservation successive comme essentielle pour donner quelque valeur sociale au cadastre: la propriété ne pouvant retirer aucun avantage d'un cadastre qui ne serait pas sans cesse la représentation fidèle de l'état du sol.

Le ministre du commerce, plus avancé en cela que son collègue des finances, signalait aux préfets dans sa circulaire du 4 septembre 1853, les anticipations de propriété fréquentes et gravement dommageables que la législation actuelle du cadastre favorisait par toute la France, et exprimait le désir que l'on profitât de la nécessité où l'on est aujourd'hui d'organiser la conservation du cadastre pour mettre obstacle à ses empiètements et tarir cette autre source de procès et de chicane, la principale cause des contestations relatives à la propriété rurale.

En 1853, la plupart des membres des conseils-généraux, avertis par écrits spéciaux qui allaient ouvertement à cette fin, et éclairés d'ailleurs par leur propre expérience locale, se disposaient à demander au pouvoir une conservation large qui satisfît à ces diverses exigences. Mais les bureaux, informés à temps de cette disposition des esprits dans les conseils-généraux, s'empressèrent d'en éluder les effets. Le ministre des finances adressa une circulaire aux préfets dans des termes qui lui serait difficile de caractériser. L'administration savait et redoutait si bien l'influence que ces écrits devaient exercer sur la rédaction des vœux, qu'elle signalait aux préfets les principaux: ceux entre autres de MM. Decourdemanche, avocat, et Barreau, géomètre en chef du cadastre; le ministre recommandait à ces fonctionnaires d'informer d'avance leur conseil-général que le gouvernement avait tout prêt un projet de loi où tous les vœux légitimes du pays étaient pressentis et satisfaits, et il leur prescrivait ces choses afin d'éviter que le conseil ne formulassent des vœux qui n'eussent pas été en harmonie avec les vœux des bureaux.

Les conseils généraux s'abstinrent en effet et attendirent la présentation du projet qu'on leur faisait envisager si favorablement. Ils ignoraient que ce projet ne tenait pas compte des vœux des hommes spéciaux sur l'application du cadastre aux intérêts de la propriété, vœux qui étaient les leurs, et que les termes élastiques de la circulaire faisaient croire être aussi celles de l'administration. A l'ouverture de la session le ministre consulta les députés les plus influents sur le sort qui attendait son projet; or, la plupart de ces députés sortaient des conseils généraux avec des idées arrêtées sur la matière, et ayant encore présent le souvenir des promesses du ministre; quelques uns d'ailleurs avaient voté contre ce projet dans le conseil d'état, ils ne pouvaient donc pas y donner leur assentiment devant la chambre; ils en prédirent le rejet, et le ministre pour l'éviter retira son projet.

C'est à la suite de ce désappointement de son prédécesseur que M. d'Argout, à l'occasion des pétitions et du vœu émis par la commission du budget des finances, a promis à la chambre de lui présenter un projet à la session prochaine. Il y a plus; M. d'Argout, d'accord avec son collègue le ministre de la justice, a promis aussi de lier le projet de la conservation du cadastre avec la nouvelle législation à intervenir sur les expropriations ou régime hypothécaire auquel la question cadastrale se lie intimement; et nous savons que M. Sauzet s'occupe en ce moment de réaliser pour sa part cette amélioration.

Malgré ces promesses, ou plutôt à cause de cette bonne volonté manifestée par le pouvoir, il importe que le malentendu de l'année dernière ne se renouvelle point. Les bureaux où s'élaborent les projets de loi ont besoin des avertissements des conseils-généraux pour modifier des vœux malheureusement arrêtés depuis long-temps; il importe en conséquence

que les vœux des conseils soient rédigés de manière à ne laisser aucune chance à une mauvaise interprétation. Le rapporteur de la commission du budget des finances pour 1857, M. Goin, à l'occasion des difficultés que présente la solution de cette question, a formellement engagé M. le ministre des finances à s'entourer de tous les documents et à ne refuser l'examen d'aucun des systèmes qui pourraient lui être soumis directement ou indirectement par des personnes spéciales. Les conseils-généraux pourraient, avec d'autant plus d'opportunité, prendre cette attitude et ce langage auprès de l'administration, qu'ils ajouteraient ainsi à l'autorité de la chambre l'influence du corps constitué le plus important après les représentants de la nation.

Il y aurait lieu, en définitive, de s'arrêter à émettre le vœu que l'administration présentât, à l'ouverture de la session prochaine, un projet de conservation du cadastre, conçu tout à la fois dans l'intérêt du fisc et dans l'intérêt de la propriété, et donnant pour résultat l'entretien annuel, successif et régulier des mutations sur les plans et sur les autres pièces cadastrales.

Une conservation ainsi entendue, outre qu'elle faciliterait la répartition de plus en plus équitable de l'impôt foncier, garantirait aussi les propriétés de toute anticipation et de toute atteinte, et même par sa combinaison avec la nouvelle législation hypothécaire, elle contribuerait grandement à l'établissement du crédit foncier en France, à la prospérité de l'agriculture et de l'industrie, en offrant plus de sécurité aux transactions relatives aux immeubles; mais cette combinaison n'est pas immédiatement indispensable. La conservation du cadastre en est indépendante à la rigueur. On veut seulement faire voir ici que les bienfaits indirects sont en germe dans la conservation du cadastre faite en vue des plus prochaines exigences de la propriété terrienne.

#### CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE.

Nous recevons la correspondance suivante de Bordeaux, 10 août, à huit heures du soir, contenant de nouvelles versions sur les événements de Madrid, et qui ajoute en même temps des détails jusqu'ici entièrement inconnus:

« Le 5 août, à sept heures et demie du soir, un bataillon de la garde nationale (le premier) s'était réuni au lieu ordinaire de l'assemblée pour proclamer la constitution de 1812. A cet effet, les tambours se répandirent dans les rues en battant la générale; les trois autres bataillons accoururent, et le cri de *vive la constitution!* se fit entendre dans tous les rangs.

« Le général Quesada, qui d'avance avait fait consigner la garde royale et le régiment de la reine, se présenta devant les gardes nationaux et les groupes du peuple. Il ne réussit qu'à une heure de la nuit à faire évacuer les places et les rues.

« Quesada avait aussi envoyé des troupes à la caserne du premier bataillon, et ces troupes de ligne s'en étaient emparées. Sur les représentations des chefs de la milice, la caserne fut rendue le lendemain, 4 août, à sa primitive destination; mais dans la journée du 5, à la suite d'un conseil de ministres, elle fut de nouveau enlevée comme étant indispensable aux opérations militaires du général. Les drapeaux du bataillon furent emportés par les gardes nationaux, qui se retirèrent avec un vif mécontentement.

« La ville a été déclarée en état de siège par suite de la promesse et du serment de Quesada qu'il maintiendrait l'ordre et qu'il parviendrait à désarmer la garde nationale. La garnison de Madrid est de 7,000 hommes; la garde nationale était de 4,000, mais la ville fournirait aisément 10,000 hommes armés. Tout dépend d'ailleurs de la question de savoir si Quesada maintiendra la discipline parmi ses troupes.

« La suppression de quatre journaux a fait un mauvais effet à Madrid.

« A Cadix, où la constitution a été proclamée, les troupes et la garde nationale lui ont prêté serment à la mairie; une fête brillante a eu lieu; tous les habitants ont illuminé leurs maisons; la place de la Constitution a repris son nom.

« Le 1<sup>er</sup> août, la pierre constitutionnelle a été relevée à Grenade. On assure que Lopez Banos a été obligé de se ranger du côté des insurgés; selon d'autres, il aurait pris la fuite.

« Une vive fermentation règne à Barcelonne.

« Je vous avais annoncé l'arrivée de Cordova à Bayonne. Il doit se rendre à Paris pour régler diverses mesures relatives à la coopération.

#### NOUVELLES DE LA BOURSE.

Les dernières nouvelles authentiques de Madrid sont toujours du 6 août. Il n'y avait pas eu de nouveaux troubles, mais la fermentation continuait. D'après quelques personnes on aurait des nouvelles du 7; la reine serait partie de Madrid. On ajoutait peu de foi à ces bruits; et, d'ailleurs, la reine peut être partie pour la campagne.

Il paraît se confirmer que M. Mendizabal s'est réfugié auprès de M. Villiers, ambassadeur d'Angleterre, pour se mettre en sûreté; non pas contre la population qui lui est dévouée, mais contre l'inimitié personnelle du ministre Isturiz.

On attend impatiemment des nouvelles de Barcelonne; on ne sait qu'elle sera la résolution de Mina quand il aura appris les événements de Madrid.

Les fonds espagnols se sont améliorés, d'autant que les mesures de coopération avancent enfin.

On annonce fort positivement que le général Bugeaud aura sous ses ordres les dix mille hommes nouvellement levés en France, qui d'ici au 20 août pourront franchir les Pyrénées, et qui porteront la cocarde espagnole; il commanderait en outre un corps espagnol de dix mille hommes, et le général Evans aurait consenti à opérer sous sa direction. De cette manière plus de 23,000 hommes se trouveraient sous les ordres de M. Bugeaud.

La légion française agirait à part. Le général Bernelle doit retourner en France. Nous n'ajoutons pas foi aux bruits qu'on fait courir sur son

de taille moyenne, et commençant à prendre de l'embonpoint. Il portait les cheveux taillés carrément et la barbe et les moustaches, comme avaient l'habitude de le faire les nobles; quoique sa figure eût l'apparence de la bonhomie, de temps en temps son regard jeté rapidement prenait une expression rapide de finesse qui se perdait aussitôt dans l'expression générale de sa physionomie; il était, du reste, vêtu aussi richement qu'il était permis à un homme de sa condition, et il portait une espèce de surcot de drap brun, garni de renard noir avec des ornements d'argent; l'or, le vair, l'hermine, le petit-gris et le velours étant réservés aux seuls chevaliers.

Guillaume fut interrompu par son varlet qui, se penchant derrière lui, lui dit quelques mots à l'oreille, et en même temps par l'évêque de Cologne qui lui adressa la parole.

— Messire chevalier, dit l'évêque, car je ne crois pas me tromper en vous donnant ce titre; — Guillaume s'inclina; — me permettez-vous d'examiner de près le faucon que votre écuyer porte sur le poing? il paraît de noble race, quoique son espèce me semble inconnue.

— Avec d'autant plus de plaisir, monseigneur, répondit Guillaume, que vous m'offrez une occasion de vous présenter mes excuses à propos du nouveau convive que nous amène Robert. Ce n'est qu'après avoir cherché de tout côté un perchoir, et n'ayant pu en trouver un, qu'il nous amène la prade, et il me demandait à l'oreille si votre seigneurie ne permettrait pas qu'on lui donnât une place parmi ses oiseaux.

— Oui, oui, dit d'Artevelle en riant, nous autres bourgeois nous n'avons ni mœurs ni fauconnerie, aussi trouverez-vous dans ma maison force magasin, force écurie; mais de chenils et de perchoirs, point; en échange nous avons des magasins assez vastes pour loger une armée, et je crois que les chiens et les faucons de monseigneur de Cologne ne se plaindront pas en quittant la maison de Jacques d'Artevelle de l'hospitalité qu'ils y auront reçue, car le pauvre brasseur a tout fait pour rendre autant que possible sa maison digne de la visite qu'elle avait l'honneur de recevoir.

— Aussi vous promettons-nous, mon cher Jacquemart, répondit le marquis de Juliers, de nous souvenir, maîtres, valets, chiens et faucons, de l'accueil que nous avons reçu de vous personnellement, mais encore des députés des bonnes villes de Flandres, et des chefs des corporations

de Gand, ajouta-t-il en se tournant vers le bas-bout de la table et en sautant.

— Vous auriez en tort de nous faire vos excuses, sire chevalier, reprit l'archevêque de Cologne, cet oiseau est, j'en suis certain, de race plus ancienne et plus pure que beaucoup de nobles Français, surtout depuis que Philippe III s'est avisé de vendre des lettres d'abaissement à Raoul l'orfèvre, qui avait, à ce qu'il paraît, ses aïeux en lingots et qui les a fait monnayer; seulement tout en connaissant qu'il est de race, il me serait impossible d'indiquer, malgré mes connaissances en vénerie, le pays dont il a été tiré.

— Quoique moins savant que vous en pareille matière, monseigneur, interrompit d'Artevelle, j'oserais répondre qu'il vient d'Orient: j'en ai vu de pareils, ce me semble, quoiqu'ils y fussent fort rares, dans les îles de Rhodes et de Chypre, lorsque j'y accompagnais le comte de Valois.

— Et vous ne vous tromperiez pas, maître, dit Guillaume, il vient originellement de la terre de Nubie, située, dit-on, au midi de l'endroit où Moïse a traversé la mer Rouge. Son père et sa mère avaient été pris parmi les bagages de Muley-Muhamad, souverain de Grenade, par Alphonse XI de Castille, et donnés par le roi au chevalier Lockheart, qui avait accompagné Jacques de Douglas dans le voyage qu'il avait entrepris pour porter au Saint-Sépulchre le cœur du roi Robert Bruce. A son retour le chevalier Lockheart ayant été pris dans une escarmouche entre les Anglais et les Écossais, par le comte de Lancastre, au cou tort, une des conditions de la rançon du chevalier fut qu'il abandonnerait un faucon de la race qu'il avait rapportée d'Espagne. Le comte de Lancastre, maître de ce précieux animal, en fit don à son tour à la belle Alix de Granfont, qui me l'a confié pour me distraire dans mon voyage. Vous voyez que sa généalogie est en règle, des plus nobles et des mieux établies.

— Vous me rappelez, dit le Courtraisien, que j'ai vu Jacques de Douglas à son passage à Fêluse: il cherchait une occasion de passer en Terre-Sainte, et c'est moi qui lui donnai le conseil de se rendre en Espagne: c'était il y a sept ou huit ans, je crois.

— On dit, continua le sire de Fauquemont, que le roi Robert Bruce le chargea de cette commission, le tenant pour le plus brave et le plus loyal chevalier de son royaume.

— Oui, oui, répondit le Courtraisien, il m'a souvent raconté comment la chose s'était passée, car cela lui faisait honneur et j'y prenais plaisir,

comme à son noble récit de chevalerie. Il paraît que dans le temps où le roi Robert était exilé, il fit vœu seul, s'il reconquerrait son royaume, de faire le voyage du Saint-Sépulchre; mais les guerres éternelles qu'il eut à soutenir contre les rois d'Angleterre ne lui permirent pas de quitter l'Écosse; de sorte qu'au lit de mort, il se souvint du vœu qu'il avait fait, et que cela tourmentait durement son agonie de n'avoir pu l'acquitter. Alors il fit venir près de son lit le gentil chevalier, messire Guillaume de Douglas, devant tous les autres, et lui dit: « Monseigneur Jacques, cher ami, vous savez que j'ai eu beaucoup à faire et à souffrir dans le temps que j'ai vécu pour soutenir mes droits à ce royaume, et quand j'eus le plus à faire, je vouai que, si jamais je voyais ma guerre achevée, et que si je pouvais gouverner en paix, j'irais aussitôt aider à guerroyer les ennemis de notre Seigneur et ceux qui sont contraires à la foi chrétienne. Mon cœur a toujours tendu vers ce point, mais notre Seigneur n'a point voulu y consentir, et il m'a donné tant à faire en mon temps, et à cette heure je suis si gravement entrepris, qu'il me convient de mourir, comme vous le voyez et comme je le sens. Donc, puisqu'il est ainsi, que mon corps n'y peut aller, ni achever ce que mon cœur a tant désiré, j'y veux envoyer mon cœur au lieu de mon corps, pour acquitter mon vœu autant qu'il m'est possible; et comme je ne sais en mon royaume aucun chevalier plus preux que vous, ni mieux taillé pour accomplir mon vœu au lieu de moi, je vous prie, très cher ami, autant comme je le puis, que vous veuillez entreprendre ce voyage pour l'amour que vous me portez, et acquitter mon âme envers notre Seigneur; car je compte tant sur vous, sur votre noblesse et sur votre loyauté, que, si vous entreprenez cette chose, vous ne manquerez aucunement de l'accomplir, et ainsi je m'outrai plus aise, plus léger et plus tranquille; mais si vous le faites, comme j'y compte, faites-le ainsi que je vais vous dire. Je veux, aussitôt que je serai trépassé, que vous ouvriez ma poitrine avec votre brave épée, que vous en tiriez le cœur de mon corps, le fassiez embaumer et le mettiez dans une boîte d'argent que j'ai fait préparer à cet effet; puis vous prendrez autant de mon trésor qu'il vous en faudra, afin que vous en ayez pour parfourir à tout le voyage de vous et de tous ceux que vous voudrez mener avec vous; et faites si grandement, et pourvoyez-vous si abondamment d'argent, de compagnie et de suite, que partout où vous passerez on sache que vous emportez outre-mer le cœur du roi Robert d'Écosse, et cela par son commandement, parce que le corps n'y pouvait aller.



compte; peut-être n'a-t-il pas voulu se trouver à côté du général Bugeaud. C'est le colonel Conrad qui commandera à sa place.

On assurait contrairement aux bruits d'hier que le maréchal Clausel retournerait en Algérie. Il n'aurait pris le commandement en Espagne que dans le cas d'une intervention sous cocarde française.

Plusieurs journaux qui prétendaient avoir reçu de Madrid des nouvelles du 6 au soir, ont annoncé dès hier qu'une collision sanglante avait eu lieu dans la journée du 6 entre la garde nationale et la garnison.

Cette nouvelle est complètement fautive; on a reçu aujourd'hui des dépêches et des journaux du 7. A cette époque, la tranquillité continuait de régner à Madrid. (Journal de Paris.)

ACTES DU GOUVERNEMENT.

ORDONNANCE ROYALE.

D'après une ordonnance insérée au *Moniteur* de ce jour, la cour des comptes prendra vacances depuis et compris le 1<sup>er</sup> septembre, jusqu'au 31 octobre. Il y aura, pendant ce temps, une chambre des vacations, composée d'un président de chambre et de six conseillers-maitres, qui tiendra ses séances au moins trois jours de chaque semaine.

ACTES MINISTERIELS.

Le ministre du commerce et des travaux publics a adressé, le 6 de ce mois, une circulaire aux préfets, afin d'appeler l'attention de ces fonctionnaires et des conseils généraux sur les questions qui se rattachent à l'état des biens communaux. Les informations recueillies sur toute la France doivent être plus tard communiquées à la commission chargée de la préparation d'un projet de code rural.

DEBATS DE LA PRESSE.

La *Gazette de France* entonne le chant d'allégresse; rien désormais ne saurait empêcher le triomphe de Charles V, qui, pour le bonheur de ses peuples, vaudra bien s'asseoir sur le trône occupé aujourd'hui encore par Isabelle.

« La position de don Carlos est magnifique et sa gloire va briller d'un nouvel éclat. Il avait deux ennemis, il ne lui en reste plus qu'un, et la tempête jette dans ses bras celui qui vient de trouver sa défaite aux élections et dans la rue. Entre le bien et le mal, le principe d'ordre et l'anarchie, la royauté légitime et la république, il n'y a plus rien; toutes les illusions sont évanouies. »

Au reste, que les populations se rassurent. Don Carlos marchera précédé de clémence, de pardon, de modération, et ne se fera connaître que par l'éclat de ses vertus. C'est très édifiant sans doute, mais, ce qui l'est un peu moins, c'est que la feuille légitimiste ne s'est pas arrêtée à la honte de souiller une tombe :

« Dans ce qui s'est passé il n'y a eu qu'un coupable, et ce coupable est Ferdinand, fils ingrat, époux aveugle, frère dénaturé, prince sans grandeur. C'est Ferdinand qui, par un acte insensé, a faussé toutes les idées, compromis tous les intérêts, changé toutes les positions, éveillé toutes les cupidités, toutes les ambitions. Que sa mémoire reste chargée du sang versé et des malheurs de l'héroïque Espagne. »

Cette inconvenante sortie de la *Gazette* donnerait à penser que pour elle la légitimité n'a de mérite qu'autant qu'elle existe de fait. N'est-ce donc pas en faveur de ce prince sans grandeur qu'en 1823 nos soldats ont été faire une promenade en Espagne? Alors les louanges retentissent en faveur de ce pieux monarque, de ce souverain modèle des rois, mais alors Ferdinand était sur le trône; aujourd'hui un linéol a remplacé le manteau royal!

—Le *Constitutionnel* se déclare contre l'intervention par ce motif qu'il lui a toujours paru qu'un peuple qui veut la liberté doit la payer par des sacrifices. Mais cet organe du vieux libéralisme a-t-il donc oublié la lutte que la nation espagnole supporte depuis vingt ans? Que dans les premiers actes d'insurrection on laisse un peuple agir d'après ses propres inspirations, soit; mais quand l'anarchie, la guerre civile, le plus terrible des fléaux, dévastent un pays, faut-il donc laisser s'entre-gorger des hommes par cela seul qu'il faut acheter le droit d'être libre? Sans doute, la question d'intervention peut être l'objet d'une controverse, mais c'est dans de hautes considérations politiques qu'il faut en rechercher l'avantage ou l'inopportunité, et non pas d'après une mesquine question de fait.

Naguère encore, le *Constitutionnel* prêchait la croisade en faveur de la Pologne, de cette malheureuse et héroïque Pologne, si digne d'une autre destinée. Trouvait-il donc que ce peuple avait assez fait pour la liberté? Nous pensions comme lui; mais l'Espagne n'est-elle pas aussi couverte de sang de ses enfants? Si, ce que nous ne voulons pas admettre, il faut acheter la liberté par des sacrifices, nous voudrions bien que le *Constitutionnel* nous indiquât quand il croira que l'Espagne en aura fait assez pour en jouir.

PRESSE DÉPARTEMENTALE.

Le *Mémorial Bordelais*, se servant de ce texte que l'expérience est, de tous les moyens de juger les choses de ce monde, le plus sûr et le plus précieux, se plaint que la France ait elle-même oublié ce vieux proverbe: *Expérience passe science*. Heureusement, M. H. Fonfrède le déclare du moins, nous avons en les doctrines qui ont arrêté le mal dans sa source, mal qui provenait des théories de ces démagogues qui trop souvent sont les premières victimes de l'exaltation de leurs doctrines.

« Oui, si les Périer, les Guizot, les Persil, et tous leurs amis dans les rangs patriotiques que l'on s'efforce vainement de flétrir sous la dénomination de doctrinaires, n'eussent alors arrêté le mouvement qui menaçait d'introniser dans

l'organisation gouvernementale les funestes maximes de l'anarchie; s'ils n'eussent fermé les clubs, détruit la Société des Droits de l'Homme, neutralisé l'influence pestilentielle de la presse radicale et des écrivains publics; s'ils n'eussent arrêté l'extension électorale qui voulait se faire jour partout et envahir tous les services publics; si, enfin et surtout, ils n'eussent détruit, le jour même de sa naissance, cette association nationale pour la défense du territoire (qui n'était pas attaquée), association qui se constituait avec son armée, sa direction administrative, sa caisse, ses agents, ses moyens d'action et de surveillance sur les administrations nommées par le roi, enfin qui s'établissait gouvernement démocratique cote à cote, et en face du gouvernement monarchique de la charte...; eh bien, que tout homme de bonne foi réponde, où serions-nous maintenant? Comment aurions-nous résisté aux conjurations de juin et d'avril? comment serions-nous sortis des sanglantes contributions de Lyon, de Grenoble, de Saint-Etienne? »

D'après ces lignes, il semblerait que le ministère ne devrait pas avoir d'avis plus dévoués que le *Mémorial*; mais voilà que dans le numéro qui a suivi l'éloge qui précède, on trouve cette étrange sortie contre le cabinet du 22 février :

« Nous le demandons à tout homme de bonne foi, le 22 février a-t-il été un progrès pour la France? Et encore ne parlons-nous que des principes, car, si nous voulions demander quelle satisfaction ont regu les intérêts matériels, nous aurions beau jeu avec les doctrines prohibitives que le ministère a proclamées! Et voilà pourtant le système auquel nos chambres ont pu se laisser prendre! Certes, la résistance du 11-octobre était un système cent fois plus supportable, cent fois plus conciliant qu'une semblable conciliation. Les chambres, désormais, se doivent à elles-mêmes une grande, une solennelle réparation; et si le désordre moral n'a pas emporté encore tous les principes, toutes les règles, toutes les notions de gouvernement parlementaire auxquels la France avait cru pouvoir se fier, un pareil ministère ne saurait être à l'épreuve de l'adresse, à l'ouverture de la session. »

Nous serions désireux de savoir dans lequel des deux passages se trouve la pensée intime du *Mémorial*.

DEBATS JUDICIAIRES.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE. — Audience du 15 août.

Accusation de fabrication d'un faux billet de 300,000 fr. et d'un faux testament.

L'audience est ouverte à dix heures.

M. le président continue l'audition des témoins.

M. Gay-Lussac, interrogé sur les procédés employés pour la dessiccation des bois, déclare que le seul moyen usité est l'exposition à la vapeur.

M. Horner demande si l'oxygène pourrait amener la dessiccation des bois.

M. Gay-Lussac. — L'effet de l'oxygène est plutôt de désorganiser que de dessécher. Je pense que si on pouvait mettre le bois dans le vide parfait...

M. Horner. — Mais l'oxygène, en facilitant la fermentation, ne peut-il pas accélérer la formation de l'acide acétique et amener ainsi la dessiccation des bois?

M. Gay-Lussac. — Cela est très possible. Pour donner mon avis, il faudrait que je connusse le procédé de monsieur.

M. Darcey fait une déclaration semblable.

MM. Gay-Lussac, Darcey et Brean sont nommés experts à l'effet de rendre compte à la cour du procédé proposé par M. Horner. Ils prêtent serment d'accomplir fidèlement cette fonction.

L'accusé Horner. — Je dois faire observer à MM. les professeurs que j'ai été obligé d'écrire ce travail pendant une nuit en prison, sans aucune note, sans aucun papier, sans aucun livre qui puisse m'aider à me rappeler exactement les analyses que j'ai été obligé de faire. Il est possible qu'il se trouve quelques erreurs de détail; je prie MM. les experts, quand ils examineront ce travail, de se rappeler dans quelles circonstances et avec quelle rapidité je l'ai rédigé. Il ne faut pas oublier aussi à quelle époque le secret a été vendu: c'est en 1833, au mois de juillet.

M. Chevalier, chimiste. — J'ai été chargé d'examiner un billet et deux lettres; j'ai remarqué que le papier de ces lettres contenait des traces d'acide sulfurique et muriatique, et qu'il avait été enduit avec une matière résineuse pour empêcher le papier de boire. La couleur foncée que le papier conserve maintenant provient de l'emploi que j'ai fait de l'acide gallique, comme réactif.

D. Quelle était la conséquence que vous avez tirée de la présence de ces substances dans le papier? — R. Cela démontre la possibilité que le billet ait été blanchi; mais cela n'en est pas la preuve, car je n'ai pu parvenir à faire disparaître aucun caractère. J'ai même fait une expérience de comparaison sur une des permissions données par M. Séguin pour vérifier si ce papier aurait également contenu les acides que mon opération avait signalés.

M. le président. — Cette seconde opération vous a-t-elle donné le même résultat? — R. Non, monsieur.

D. Est-il possible d'enlever une partie de l'écriture et de laisser l'autre partie? — R. Oui, mais il faut que le papier soit entièrement blanc. Autrement il y aurait une auréole.

D. Avez-vous remarqué quelque chose sur le billet qui vous fit présumer qu'une partie seulement du billet avait été lavée? — R. Je n'ai rien vu de semblable.

L'accusé Horner. — N'est-il pas vrai que les papiers sont blanchis avec le chlore, et le papier ne peut-il pas conserver une partie de l'acide muriatique? — R. Cela n'est pas impossible; mais des papiers qui contenaient une partie d'acide muriatique ont été démontés cassants et incapables de supporter l'impression.

M. Dupont rapporte l'opinion de M. Mongolfier, qui dit que presque tous les papiers fabriqués en 1833 et 1834 contenaient une quantité très grande d'acide sulfurique, de chlore et de résine.

M. le président. — Ne remarquez-vous pas au-dessus du pite une trace?

M. Chevalier tire sa loupe et considère le billet. — Oui, dit-il, je vois une trace; mais c'est la transparence des caractères tracés derrière; c'est la signature ne variatur, mise par M. Armand Séguin.

A une heure l'audience est suspendue.

A deux heures moins un quart l'audience est reprise.

M. le président. — MM. les experts chargés de l'examen du procédé de l'accusé Horner ont terminé leur examen. Ils vont être introduits.

MM. Gay-Lussac, Darcey et Brean sont introduits.

M. Gay-Lussac. — Avant de nous expliquer, nous devons savoir si l'inven-

teur consent à la publication de ce procédé. La publication pourrait avoir un inconvénient, car si ce secret a été vendu, l'acquéreur pourrait se plaindre, et il peut en résulter un grand préjudice pour lui. Devons-nous nous borner seulement à donner notre avis?

M. le président. — Accusé Horner, consentez-vous à la publication de votre procédé? — R. Mais il ne m'appartient plus, je l'ai vendu.

M. Laveaux. — Nous consentons volontiers, nous demandons même la publication de ce secret.

M. Dupont. — Mais puisque vous consentez, vous reconnaissez-vous comme acquéreur et voulez-vous payer?

M. Laveaux. — Non, certainement.

Horner. — Mais vous pourriez donner seulement le résultat de votre examen.

M. Gay-Lussac. — C'est ce que je proposais. Voici quelles sont nos conclusions unanimes.

Le mémoire qui nous a été remis se compose de deux parties: une partie théorique qui ne nous a pas paru entièrement exacte; quant au procédé, nous déclarons qu'il n'est pas à notre connaissance qu'il ait été employé ni même proposé; nous pensons qu'il aurait très probablement pour effet d'altérer la force du bois.

Horner. — MM. les experts ont considéré les bois sous un autre point de vue que moi; mais, sans discuter sur l'altération qu'ils signalent comme probable, au moins est-il certain qu'il amènerait rapidement la dessiccation, et que ce procédé est entièrement nouveau.

M. le président. — Lourdier, pouvez-vous communiquer le procédé que vous auriez donné M. Séguin pour blanchir les toiles?

L'accusé Lourdier donne lecture d'une formule; elle consiste à exposer successivement sur une roue les fils qu'on veut blanchir au chlore dégagé par un mélange de chlorure de chaux, d'acide sulfurique et d'acide muriatique, et à l'immerger dans une lessive alcaline.

M. le président. — Messieurs les experts, pouvez-vous donner votre avis sur ce procédé et voulez-vous vous retirer pour l'examiner?

M. Gay-Lussac. — Cela n'est pas nécessaire; il est évident que ces substances, dans les quantités qui sont données ici, non seulement blanchiraient les tissus, mais encore qu'ils les brûleraient entièrement.

M. Darcey et M. Brean font une déclaration semblable.

M. Gay-Lussac. — Mais allégué-t-on que ce procédé ait réussi?

Lourdier. — Mais certainement non, puisque je n'ai pas pu réussir à placer le procédé et que les fils que j'ai voulu blanchir au chlore ont tous été altérés.

M. Oudard, expert écritain, donne son avis sur la confection du billet, et des deux lettres produites par Lourdier. Dans son opinion, le billet aurait été fabriqué avec un des nombreux permis que donnait M. Séguin.

M. Oudard s'expliquant sur ce qui concerne le testament émet l'opinion que les deux doubles du testament sont une imitation servile et sans animation de l'écriture de M. Séguin et d'une écriture qui n'était plus celle de M. Séguin au 6 janvier 1833. En comparant, dit-il, l'écriture de M. Séguin à celle du testament, on voit dans l'une le torrent et dans l'autre l'eau morte; dans l'une le corps vivant et dans l'autre le cadavre.

M. le président. — A quoi avez-vous surtout reconnu la différence?

M. Oudard. — Quand vous voyez des fleurs ou des fruits bien imités par l'art, vous dites: Voilà qui ressemble à des fleurs, voilà qui ressemble à des fruits; mais ce ne sont pas des fleurs, ce ne sont pas des fruits, car les fleurs n'ont pas leur douce odeur, ces fruits sont privés de leur goût savoureux.

L'expert désigne plus spécialement divers mots des testaments qui, dit-il, laissent voir encore des traces rouges provenant du calque; il fait remarquer aussi que les deux signatures se rapportent géométriquement, ce qui prouve qu'elles sont le produit du même calque.

M. Dupin. — Les lettres sont de longueurs différentes, et superposées devant un carreau de verre, elle ne se rapportent pas.

M. Oudard. — Il faut que cela soit, car je ne l'ai pas constaté dans mon rapport.

M. Dupin. — Ainsi, quand il y a ressemblance, vous le constatez, mais quand il y a dissemblance vous n'en dites rien.

M. Plougoulm, avocat-général. — Nous avons voulu nous-même examiner s'il y avait calque d'un des doubles du testament à l'autre; or ceci est certain; cette ligne: « Ce six janvier mil huit cent trente-cinq », est calquée de l'un à l'autre; nous avons mesuré les mots au compas, et il est résulté de cette opération, qui ne saurait tromper, que ces mots sont identiques; il y a plus, l'intervalle des mots, l'intervalle des lettres entre elles, est identiquement pareil; chaque lettre est identique à l'autre en largeur et en longueur.

Nous avons aussi fait venir un graveur habile...

M. le président. — Pardon, M. l'avocat-général, vous n'avez pas pu faire une expertise à part.

M. Plougoulm. — Permettez, M. le président, nous avons eu le droit de faire pour nous éclaircir tout ce que peut faire un homme consciencieux.

Nous continuons. Ce graveur, plus exercé que nous, nous a affirmé que dans son opinion l'identité était parfaite. Nous demandons en conséquence qu'il plaise à la cour ordonner que les testaments seront examinés par trois graveurs, qui seront commis à cet effet.

M. Dupin. — Il faut d'abord remarquer que toute cette similitude ne porterait que sur une seule ligne, et je dois faire remarquer que même dans cette ligne il y a des mots qui, au premier coup d'œil, ne sont pas identiques.

M. Plougoulm. — Je pourrais vous passer un compas.

M. le président. — M. l'avocat-général, vous n'êtes pas juge légal de ce fait.

M. Plougoulm. — Je n'entends pas me constituer juge; mais j'ai le droit d'établir ma conviction.

M. le président. — Ont M. le procureur-général dans ses réquisitions, la cour ordonne que par trois graveurs les deux doubles du testament seront examinés pour constater s'ils sont identiques en tout ou en partie.

M. Plougoulm. — Et notamment dans la ligne qui contient la date, car nous déclarons que nous n'avons constaté l'identité du calque que pour cette ligne; nous reconnaissons au contraire que pour tout le reste il n'y a pas un calque l'un sur l'autre.

M. Dupin. — Vous n'avez pas dit cela d'abord; vous n'avez insisté que sur ce qui accuse et non sur ce qui absout.

M. Chevalier, rappelé sur la demande de M. Dupin, déclare que, bien qu'il entre du bois du Brésil dans la composition de l'encre, les teintes sont tellement fondues qu'on ne doit rien voir de rouge dans les lettres tracées avec cette encre. Le testament lui est représenté, et il y voit des teintes rouges qui lui paraissent distinctes des traits tracés à l'encre noire.

La fille Reister, appelée, déclare que c'est elle qui mettait l'encre dans l'é-

Gentil et noble sire, répondit Jacques de Douglas, cent mille merci du grand honneur que vous me faites, en me chargeant d'un si noble trésor; je le ferai volontiers et de cœur content: seulement, je ne me sens ni digne ni suffisant pour cette chose.

Ah gentil ami! reprit le roi, grand merci de la promesse que vous me faites. Or, je vais mourir plus en paix, maintenant que je sais que le plus loyal, le plus preux et le plus suffisant de mon royaume achèvera pour moi ce que je ne puis achever. Et alors, passant ses deux bras au cou de Jacques de Douglas, il l'embrassa et mourut.

Le jour même, et ainsi qu'il lui avait été recommandé, Jacques de Douglas ouvrit la poitrine de son maître avec son épée, et en tirant son cœur royal, il le mit dans une boîte d'argent sur laquelle était gravé un lion, qui est les armes du royaume d'Ecosse; puis, suspendant cette boîte à son cou, il partit avec une grande suite du port de Montrose, et aborda à l'Ecluse, où je le vis, où je le connus et où il me raconta de sa bouche ce que je viens de vous dire.

— Et mena-t-il l'entreprise à bonne fin? dit Gerard Denis, hasardant une parole dans cette noble conversation.

— Non, répondit le marquis de Juliers, j'ai entendu dire qu'il avait péri en Espagne.

— Et sa mort fut digne de sa vie, dit Guillaume. Quoique je sois Anglais et qu'il fût Ecossois, je lui rends justice, car c'était un noble et puissant chevalier. Je me rappelle une certaine nuit, c'était pendant la guerre de 1527, où messire Jacques de Douglas, avec deux cents armures de fer environ, pénétra dans notre camp pendant que tout y dormait, et frappant tant et si bien son cheval des éperons et nos soldats de son épée, qu'il parvint jusqu'à la tente du jeune roi Edouard III, en criant: Douglas! Douglas! le roi Edouard entendit heureusement ce cri de guerre, et n'eut que le temps de se glisser sous la toile de sa tente, car déjà l'épée de Douglas en taillait les cordes pour la jeter bas. Il nous tua bien trois cents hommes dans cette nuit, et cependant il se retira, lui, sans perdre un seul de ses gens. Depuis, nous fîmes grand guet chaque nuit, car nous avions toujours peur des mauvais rêves de Douglas.

— Et connaissez-vous les détails de sa mort? demanda le marquis de Juliers.

— Oui, jusqu'au dernier, car mon maître en chevalerie me les répéta souvent. Donc, pour son malheur, il fit ce que vous lui aviez conseillé,

seigneur chevalier, continua Guillaume, se tournant vers le Courtraisien, et arriva en Espagne; c'était au moment où le roi Alphonse d'Espagne guerroyait contre le roi de Grenade, qui était Sarrasin; et le roi d'Espagne demanda au noble pèlerin si en l'honneur du Christ et de la Vierge Marie, il ne romprait pas une lance avec les infidèles. — Si ferai-je volontiers, répondit Douglas, et cela le plus tôt possible. Le lendemain le roi Alphonse sortit aux champs pour approcher ses ennemis; le roi de Grenade en fit autant, et chacun rangea ses batailles. Quant à Douglas-le-Noir, il se mit sur l'une des ailes, avec ses chevaliers et ses écuyers écossois, afin de mieux faire sa besogne et de mieux montrer son effort.

Aussitôt qu'il vit les soldats rangés de part et d'autre, et qu'il s'aperçut que les batailles du roi d'Espagne commençaient à s'émouvoir, il voulut être des premiers et non des derniers, piqua des éperons, et toute sa compagnie avec lui; criant: Douglas! Douglas! jusqu'aux batailles du roi de Grenade; et là, croyant être suivi par les Espagnols, il détacha de son cou la boîte qui renfermait le cœur de Robert, il la jeta au milieu des Sarrasins en criant: — Marche en avant, noble cœur royal, comme tu faisais pendant ta vie, et Douglas va te suivre. Alors lui et ses chevaliers entrèrent si profondément dans les rangs des Sarrasins qu'ils y disparurent comme le fer dans une blessure; et là ils firent des merveilles d'armes, mais ils ne purent durer, les Espagnols, c'est honte de le dire, ne les ayant rescous ni lui ni les siens; le lendemain on le retrouva mort, serrant sur sa poitrine la boîte d'argent où était le cœur du roi; et autour de lui étaient tous ses compagnons morts ou blessés; trois ou quatre seulement survécurent, et l'un d'eux, le chevalier Lockhart, rapporta la boîte d'argent et le cœur qui furent enterrés en grande pompe à l'abbaye de Melrose; c'est depuis ce temps que les Douglas, qui s'armaient d'un écu d'azur à un chef d'argent et de trois étoiles de gueules en argent, ont substitué à ces armes un cœur sanglant surmonté d'une couronne, et que le chevalier Lockhart a changé son nom en celui de Lockheart, qui en langage gallice veut dire cœur fermé. Oh! continua Guillaume s'exaltant, oui! oui! l'on peut dire que c'était un brave et preux chevalier, que c'était un noble et riche capitaine de guerre que celui qui ayant livré soixante-dix batailles en avait gagné cinquante-sept; et nul le regretta davantage que le roi Edouard, quoiqu'il lui eût plus d'une fois renvoyé ses archers après leur avoir fait crever l'œil droit et couper l'index, afin qu'ils ne pussent plus bander leurs arcs ni guider leurs flèches.

— Oui, oui, dit l'évêque de Cologne, le jeune léopard aurait voulu rencontrer le vieux lion, afin de savoir lequel avait meilleures dents et plus fortes griffes.

— Vous l'avez deviné, monseigneur; répondit Guillaume, voilà ce qu'il espérait tant que Douglas-le-Noir était vivant, et voilà ce qu'il n'espère plus depuis que Douglas-le-Noir est mort.

— A la mémoire de Douglas-le-Noir! glissa Gérard Denis, remplissant la coupe de Guillaume de vin du Rhin.

— Et à la santé d'Edouard III d'Angleterre! ajouta d'Arvelles en jetant un regard d'intelligence au jeune chevalier et en se levant.

— Oui, continua le marquis de Juliers, et puisse-t-il s'apercevoir enfin que Philippe de Valois siège sur un trône qui est à lui, dort dans un palais qui est à lui, et règne sur un peuple qui est à lui.

— Oh! c'est chose déjà faite, messeigneurs, je vous le jure, répondit Guillaume; et s'il croyait trouver de bons alliés...

— Sur mon âme ils ne lui manqueront pas, dit le sire de Fauquemont, et voici mon voisin le Courtraisien, qui est encore plus Flamand que Français, qui ne demandera pas mieux que d'appuyer ce que j'avance pour lui et pour moi, j'en suis sûr.

— Non, certes, s'écria Zegher, je suis Flamand de nom, Flamand de cœur, et au premier mot...

— Oui, dit d'Arvelles, au premier mot; mais qui le dira ce premier mot? sera-ce vous, messeigneurs de Cologne, de Fauquemont ou de Juliers, qui relevez de l'empire, et qui ne pouvez faire la guerre sans le congé de l'empereur? sera-ce Louis de Cressy, notre prétendu seigneur, qui est au Louvre de Paris, avec sa femme et son enfant, en la cour de son cœur? sera-ce l'assemblée des bonnes villes qui encourt une amende de deux millions de florins et l'excommunication de notre saint père, si elle commence les hostilités contre Philippe de Valois? C'est une dure besogne à entreprendre, et une plus dure encore à soutenir. croyez-moi, qu'une guerre avec nos voisins de France; le tisserand Pierre Leroy, le poissonnier Hannequin (1), et votre père lui-même, messeigneurs de Cologne et de Juliers, en ont su quelque chose. Si cette guerre vient, eh bien, nous la soutiendrons avec l'aide de Dieu. Mais, croyez-moi,

(1) Nom familial qu'on donnait à Zannee.



critoire de M. Séguin ; quand elle s'épaississait, il y mettait de l'eau, du vin de Champagne ou du vinaigre.

M. Dupin. — M. Séguin n'avait-il pas aussi de l'encre rouge ?

M. Reister. — Oui, monsieur, dans un petit flacon ; je ne lui en ai pas vu dans son critoire. Il s'est trompé cependant quelquefois, et a mis l'encre sur l'autre.

M. Vasseur-Desperriers, ancien avoué, conseil de la famille Séguin, rend compte des démarches faites par Lourtet, lors de l'inventaire et de la confiscation de la part de M. Juge au sujet d'un acte qu'on avait glissé sous le bras de Lourtet disant qu'il était poursuivi à outrance pour le paiement d'un billet de 500,000 fr.

M. le président, à Lourtet. — Pourquoi avez-vous montré de l'inquiétude, puisque vous aviez deux lettres qui, selon vous, établissaient votre libération ?

Lourtet. — Je n'ai pas montré d'inquiétude.

M. Vasseur-Desperriers déclare que M. Juge lui a dit tenir de Mme de ... que s'il voulait glisser une pièce sous les scellés, elle lui donnerait 100,000 fr. sur le recouvrement du billet.

M. Juge, rappelé, déclare que trois fois il s'est présenté chez M. Vasseur-Desperriers les 24, 25 et 26 mai, pour lui parler de ce qui lui avait été dit ; il déclare avoir dit à ce témoin que Mme de ... lui avait parlé de tentatives faites sur son commis-greffier, à quoi lui, M. Juge, aurait répondu, comme il en était convenu avec M. Vasseur-Desperriers, que pour 400,000 fr. il ferait le coup.

M. Paillet. — Le jour où la plainte a été rendue, M. Vasseur Desperriers a écrit à M. Juge, en lui annonçant qu'il avait été fait mention dans la plainte des tentatives de corruption faites par Mme de ... à l'égard de lui, M. Juge. Je demande si, à ce moment même, M. Juge a réclamé contre ce qu'il prétend avoir été sur ce point une erreur de M. Vasseur Desperriers.

M. Juge. — J'ai écrit à l'instant même à M. Vasseur Desperriers que je regrettais qu'il eût tenu ce langage en ce qui me concernait.

M. Vasseur Desperriers. — Je n'ai pas reçu de lettre.

M. Juge. — Je jure que j'ai écrit, j'en ai parlé au greffier et à M. le juge de paix.

L'audience est renvoyée à demain. Il est cinq heures 1/2.

## NOUVELLES DIVERSES.

M. Bois-le-Comte ne va pas à Madrid comme on l'avait annoncé. Il paraît même qu'il n'a jamais été question de rappeler M. de Rayneval ; M. Bois-le-Comte n'est chargé que d'une mission temporaire.

**AFRIQUE. — Mouvement des hôpitaux dans la régence d'Alger.** — De janvier 1854 à janvier 1856, le mouvement des hôpitaux et de la mortalité des troupes, en Afrique, présente les résultats suivants. Sur un effectif ordinaire de 26,100 hommes, on compte 155,046 entrées, 9,545 morts. La moyenne annuelle des malades a été de 51,556, celle des morts de 2,180. Dans certaines localités, la mortalité moyenne annuelle a été jusqu'au sixième de l'effectif. Excepté à Oran, les entrées à l'hôpital excèdent de beaucoup le nombre des hommes présents, beaucoup d'entre eux étant tombés malades plusieurs fois dans l'année ; c'est à Bone que cette proportion est la plus élevée. Les journées d'hôpital, en Afrique, s'élèvent, en dépense, à 4 fr. 25 c. La cause principale des maladies qui déciment nos troupes dans la régence vient de ce que l'on donne à des cultures dont les avantages sont contestables une protection armée sur laquelle les colons et les spéculateurs ont été formellement avertis de ne pas compter.

**MISSIONS ÉTRANGÈRES.** — Une nouvelle mission va être établie pour la mer du Sud. Cette mission sera à l'ouest de celle qui est confiée à M. l'évêque de Nilopolis. Elle sera dirigée par des missionnaires du diocèse de Lyon. Un d'eux a reçu des pouvoirs de la propagande à ce sujet. M. Pontalier a été fait évêque in partibus de Maronée et vicar apostolique pour la Polynésie et l'Océanie occidentale. Le prélat qui n'a que 35 ans vient d'arriver de Rome à Lyon, et doit partir avec quatre ou cinq missionnaires.

— Dans la nuit du 10 au 11 de ce mois, un invalide nouvellement admis à l'hôtel se leva de son lit et s'habilla, après s'être promené quelque temps dans les corridors de la 6<sup>e</sup> division, il se précipita par la galerie dans la cour de l'hôtel. On pense que cet homme était somnambule.

— M. Bresson, député des Vosges, ayant été nommé intendant civil en Afrique, le collège électoral de Remiremont a été convoqué en vertu de la loi du 12 septembre 1850.

M. Bresson a été réélu ; il a obtenu au premier tour de scrutin 105 suffrages sur 107 votants.

— S. M. le roi de Naples a visité hier le palais de la chambre des pairs, il a été reçu par M. le grand référendaire et le commandant du Luxembourg. Après avoir visité la salle des séances, la chapelle du palais et la salle dite du Livre-d'Or, dont il a admiré l'élégante et riche décoration, il a parcouru avec beaucoup d'intérêt la galerie de tableaux du musée de l'école moderne ; M. le duc Decazes et le conservateur du musée lui expliquaient les sujets des tableaux. S. M. a surtout remarqué l'extrême variété des genres cultivés par les artistes français.

— Il est arrivé à Bordeaux, sous l'escorte de la gendarmerie, deux Espagnols de distinction, qui ont été de suite renfermés dans la citadelle.

— Le jour de l'Assomption, à 14 heures, on exécutera à Saint-Eustache une messe en musique, composée des morceaux de Beethoven, Mozart et Cherubini.

— Une lettre de Bayonne, du 8 août, porte que le colonel Lebeau, du 57<sup>e</sup> de ligne, est créé maréchal de camp au service de la reine d'Espagne, et qu'il aura le commandement supérieur de la légion qui est en Navarre, et de celle qui se forme à Pau.

**TRAJET DE PARIS A LONDRES.** — Une ligne nouvelle de bateaux à vapeur va s'établir entre Saint-Valéry et Londres. Le port de Saint-Valéry se trouve à 40 lieues de Paris, et n'est qu'à 5 lieues d'Abbeville, où passent chaque jour les voitures de Boulogne et de Calais. Par cette voie l'on gagnera 20 lieues de terre sur Boulogne et 25 sur Calais. L'on ira de Paris à Londres en 52 heures pour 25 fr.

si elle tarde, n'allons pas au-devant d'elle. Ainsi, contentons-nous de cette santé ; elle est belle : A la mémoire de Douglas mort, à la prospérité d'Edouard vivant !

A ces mots, il vida son verre, et tous les convives qui s'étaient levés lui firent raison et se rassirent.

— La généalogie de notre faucon nous a entraînés plus loin que nous ne voulions aller, mais le chevalier, continua l'évêque de Cologne après un moment de silence ; mais elle nous a appris que vous veniez d'Angleterre : quelles nouvelles à Londres ?

— Mais on y parle beaucoup de la croisade que veut entreprendre Philippe de Valois contre les infidèles, à l'exhortation du pape Benoît XII ; et l'on dit (vous devez savoir cela mieux que nous, messeigneurs, car vos communications sont plus faciles avec la France qu'elles ne le sont pour nous autres, qui gisons par-delà la mer) que le roi Jean de Bohême, le roi de Navarre (1) et le roi Pierre d'Aragon (2) ont pris la croix avec lui.

— C'est la vérité, répondit l'évêque de Cologne ; mais je ne sais pourquoi je n'ai pas grande confiance en cette entreprise, quoiqu'elle soit prêchée par quatre cardinaux, le cardinal de Naples (3), le cardinal de Périgord (4), le cardinal Albano (5), et le cardinal d'Ostie (6).

— Mais enfin, sait-on ce qui la retarde ? reprit Guillaume.

— Une querelle entre le roi d'Aragon et le roi de Majorque et dans laquelle Philippe de Valois s'est constitué arbitre.

— Et cette querelle a-t-elle une cause sérieuse ?

— Oh ! des plus sérieuses, répondit gravement l'évêque de Cologne ; Pierre IV avait reçu hommage de Jaime II pour son royaume de Majorque, et était allé rendre hommage du sien au pape d'Avignon ; mais malheureusement pendant la cérémonie de l'entrée solennelle de ce prince

## DÉPARTEMENTS.

**AIN. — Bourg, 10 août.** — Un événement déplorable est arrivé cette nuit dans la commune de Bény. Une vaste maison d'habitation, grange, écurie, le mobilier et toutes les denrées, plus de 25 têtes de bétail ont été en un instant la proie des flammes. Le sieur Vulin, à qui appartenait ce domaine, était parti la veille pour la foire de Mâcon. On évalue la perte, peut-être exagérée, à 50,000 fr. On ignore encore la cause de cet accident ; les uns l'attribuent à la foudre, les autres à la malveillance. La justice continue ses investigations.

**AUBE. — Troyes, 10 août.** — La femme Juneau, condamnée à la peine des parricides, pour crime d'assassinat sur la personne de sa mère, a été exécutée aujourd'hui sur la place du Marché au Blé.

Après ce sanglant spectacle, la foule s'est écoulée en silence ; elle était telle que jamais on n'en avait vu de pareille peut-être dans les rues de Troyes.

Un jeune ouvrier était monté sur l'échafaudage de la halle aux marchandises en construction, afin de mieux planer sur l'instrument. Le malheureux, perdant l'équilibre, est tombé d'une très grande hauteur sur le pavé. Il pouvait se tuer. Heureusement, il n'est que blessé, mais grièvement.

**BOUCHES-DU-RHÔNE. — Marseille.** — Le conseil municipal de Marseille s'occupe en ce moment d'une question importante pour la civilisation du Midi. Il s'agit de l'établissement d'une université. Si le gouvernement consentait à accéder à ce désir, la ville de Marseille verrait encore sa population et son industrie s'accroître par la foule d'Orientaux qui s'empresseraient d'accourir à une source scientifique plus rapprochée.

— Lundi dernier, les quais de Marseille ont présenté un curieux spectacle. Une rixe s'est engagée entre des Génoises et des portefaix ; le combat a été long ; les portefaix ont été battus et mis en fuite. Le champ de bataille est ainsi resté aux femmes.

**CALVADOS. — Caen, 11 août.** — Un vol audacieux a été commis l'avant-dernière nuit à Caen, dans les bureaux de la poste aux lettres, près de la place Royale.

Vers deux heures après minuit, des malfaiteurs s'y sont introduits en arrachant un des barreaux de fer qui garnissent une fenêtre, et en brisant deux carreaux qui leur ont permis de l'ouvrir. Arrivés dans l'intérieur, ils ont ouvert un placard, où ils ont trouvé une petite caisse en chêne dont ils ont forcé la fermeture. Elle contenait une somme de 1,224 fr. 40 c. qu'ils ont enlevée. Près de la se trouvait d'autre argent en monnaie de billon, auquel ils n'ont point touché.

**CHARENTE. —** Un vieux soldat de la république vient de mourir dans notre département. Le colonel Mouchet, volontaire de l'an II, est décédé à Chasseneuil dont il était maire. Il laisse, comme administrateur, les plus beaux souvenirs.

**MOSELLE. — Metz.** — On s'occupe en ce moment d'un travail sur l'administration des douanes dans la Moselle. Par suite de ce travail, un certain nombre d'emplois seraient supprimés, tant dans le service actif que dans le service des bureaux ; cette suppression produirait, pour la direction de Metz, une économie de 70,000 fr. environ.

Afin d'y arriver, on réduirait le nombre des préposés des brigades de 2<sup>e</sup> ligne, qui, placés à deux ou trois lieues de la frontière, peuvent être considérés comme une véritable superfluité, surtout depuis que quelques prohibitions ont été levées. Par suite de cette réduction, le bureau principal de Thionville serait encore ôté : on ne laisserait ici que deux employés inférieurs.

Le directeur des douanes de Metz s'est mis en tournée, le 3 août, pour recueillir à ce sujet l'avis des chefs locaux, et reconnaître, par lui-même, les postes dont la position topographique permet qu'on les supprime, sans inconvénient pour le service.

**NIÈVRE. — Châteauneuf-Chalon.** — Le 4 août, la foudre a causé trois incendies dans cet arrondissement ; le premier sur la maison de M. Cornu, maire de la commune de Mont-et-Marré, le deuxième sur la maison de M. Merland, adjoint de la commune d'Ally ; enfin le troisième sur la maison du sieur Vincent, habitant de la commune de Maux. Les pertes sont évaluées à 5,200 fr. ; rien n'était assuré.

**RHÔNE. — Lyon, 10 août.** — M. Dupin, président de la chambre des députés, est arrivé hier ici, de retour de son voyage à Marseille et à Toulon.

— Samedi on a retiré de la Saône, vers le quai de la Peyroterie, une jambe d'homme encore revêtue de sa botte, et qui, d'après l'état de putréfaction où elle se trouve, paraît avoir été détachée d'un cadavre qui serait encore au fond de la rivière.

**SAONE-ET-LOIRE. — Mâcon, 10 août.** — Le conseil municipal de Mâcon a décidé que, sur les 40,000 fr. légués à la ville par M. Gardon, une somme de 12,000 fr. sera prélevée pour être employée d'abord à l'érection d'une fontaine monumentale qui prendra le nom de Fontaine-Gardon, et en outre à aider les habitants, pour établir des pompes à la place des puits publics et pour créer de nouvelles pompes.

— M. Lacroix est en ce moment dans sa terre de Mâcon, où il s'occupe d'un grand ouvrage de haute philosophie morale.

**SEINE-INFÉRIEURE. — Dieppe.** — Le conseil municipal de cette ville a été dissous le 4 août, en vertu d'une ordonnance royale.

Dimanche dernier, la garde nationale de Dieppe avait été convoquée pour une revue, mais aucun fonctionnaire n'a paru pour la passer en revue ; elle a dû se retirer sans savoir pourquoi elle avait été réunie. Est-ce encore une punition à la plus grande satisfaction de l'ex-maire ?

**VIENNE. — Médaille d'or aux étudiants en droit.** — Le conseil général de la Vienne vient de donner un exemple que devraient imiter ceux des autres départements ; il a voté des médailles d'or pour les étudiants en droit qui se distinguent le plus dans leurs études. La distribution a eu lieu en présence d'un nombreux auditoire. Ces encouragements seront, nous n'en doutons pas, plus utiles pour l'émulation que les appels faits dans les cours pour obliger les étudiants à assister aux leçons des professeurs.

**VAR. — Toulon, 8 août.** — Par dépêche télégraphique d'hier au soir, l'ordre vient d'être donné à l'amiral préfet maritime à Toulon de tenir sur le champ tous les bâtiments qui se trouvent actuellement sur rade prêts à prendre la mer au premier signal, et de disposer tous ceux qui se trouvent en armement ou en petites réparations dans ce port à suivre les premiers dans le plus bref délai possible. Les bâtiments de charge ou de transport sont compris dans cette mesure.

## BOURSE DU 15 AOUT.

Nos fonds ont été plus fermes et leurs cours se sont mieux tenus qu'hier : le 5 et le 3 1/2 ont haussé.

Les cours des fonds espagnols se sont améliorés : la dette active était, à la clôture, à 51 7/8 demandée.

Au comptant, il y a eu hausse de 13 c. sur le 3 1/2, et de 20 c. sur le 5. — Les actions de la caisse hypothécaire, les obligations de la ville et les quatre-canaux ont baissé de 2 fr. 50 c.

La dette active de l'Espagne a haussé de 7/8, la dette passive de 3/8, et les anciens différés de 1/2. — La rente de Naples, l'emprunt romain, l'emprunt d'Haïti et celui du Piémont n'ont point varié.

Fin du mois, le 3 1/2 n'a pas varié ; le 5 a haussé de 10 c., la rente de Naples a haussé de 5 c., et le 3 1/2 portugais de 1/8.

Après la bourse, à 4 h. 1/2, 80 fr. 15 c. demandé ; 17 c. 1/2 offert.

**AU COMPTANT. — FONDS FRANÇAIS.**

CINQ 0/0, jouiss. du 22 mars 1856, 108 80 90.

QUATRE 1/2 0/0, jouiss. du 22 mars, 108 80 90.

QUATRE 0/0, jouiss. du 22 mars, 108 80 90.

TROIS 0/0, jouiss. du 22 juin, 80 65 05.

BONS DU TRÉSOR à échéances.

**ACTIONS DE BANQUE.**

RENTES DE LA VILLE DE PARIS, 5 0/0, 102 75.

OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS, 1205.

QUATRE-CANAUX, avec prime, 1250, 1250 1227 50.

CAISSE HYPOTHECAIRE, jouiss. de j. 1000, 765.

OBLIGATIONS de 500 fr. 4 0/0,

**FONDS ÉTRANGERS.**

RENTES DE NAPLES, jouiss. du 1 juillet, 100 35 40.

ETAT ROMAIN, oblig. 1851, 5 p. 0/0, jouiss. du 1 juin, 102 1/2 1/2.

ESPAGNE, dette active, 5 0/0, jouiss. de mai 1856, 51 1/2 52.

dette sans intérêt, 41 3/8 5/4.

passive id. 9 7/8 5/4.

EMPRUNT BELGE de 1831, 105 1/4 1/2.

EMPRUNT PORTUGAIS, oblig. 1835, 5 0/0, jouiss. de juin, 5 0/0 1835.

EMPRUNT D'HAÏTI, jouiss., de juillet 1828, 585.

EMPRUNT DU PIÉMONT, 1115.

**FIN COURANT.**

	Pr. cours	D. cours		Pr. cours	D. cours
TROIS p. 0/0, en liq.	80 15	80 15	Rente de Naples en liq.	100 60	100 60
— fin courant...	80 15	80 15	— fin courant...	100 60	100 60
— à prime fin c.	80 35	80 35	— à pr. fin courant.	100 60	100 60
— fin pr.	80 55	80 75	— fin proch.	100 60	100 60
CINQ p. 0/0 en liq.	109	109 05	Emprunt romain...	102 1/2	102 1/2
— fin courant...	109	109 05	Emprunt belge...	102 1/2	102 1/2
— à prime fin cour.	109	109 20	Banque belge...	102 1/2	102 1/2
— fin pr.	109	109 60	Emprunt portugais...	43 5/8	43 5/8

**COULISSE :** avant la bourse 80 12 1/2 10. — A 4 heures, 80 12 1/2.

Report du comptant à la fin du mois. D'un mois à l'autre.

5 p. 0/0... 10 12 1/2 27 1/2

5 p. 0/0... 20 25 30

Naples... 25

Rome... 25

**CHANGES.**

LONDRES... 1 mois, 25 27 1/2. 3 mois, 25 40.

HAMBOURG... 1 mois, 186. 3 mois, 185.

AMSTERDAM, 1 mois, 57 3/8. 3 mois, 57 5/4.

**FONDS ANGLAIS.** — Londres, 11 août. — Cité, 4 heures.

CONSOLIDÉS pour compte, ouvert à 91. FONDS ESPAGNOLS, passive, 11 3/4.

91 1/8 1/4. — différée, 15 3/4.

p. compte, fermé à 91. PORTUGAIS NOUVEAUX, 76 1/4.

FONDS ESPAGNOLS, actif, 52 7/8. — 5 p. 0/0, 47 5/4.

## BULLETIN COMMERCIAL DU 12 AOUT.

**SPRITUEUX.** — Le 3/6 reste ferme ; disponible et courant du mois 153 75 à 155 ; 4 derniers mois, 155 à 157 50 ; 8 premiers mois 1837, 147 50. — Rouen, 5 50.

**HUILES DE GRAINES.** — L'huile de colza disponible est cotée 151 à 152 ; courant du mois, 152 ; septembre, 154 à 155 ; 4 derniers mois, 154 ; 4 premiers mois 1837, 155. Le cours de Lille est de 120 50 à 120 ; voiture, 6 50. L'huile d'œillette, pour les 4 derniers mois, est cotée 124 à 125.

**SAVONS.** — Le savon disponible et courant du mois est à 120 ; escompte, 4 1/2 ; ordres de livraison, 5 1/2 1/2.

**BESTIAUX.** — Marché de Poissy, 11 août.

	Amenés.	Vendus.	Environ.	Prix moyen par 1/2 kilog.
Bœufs...	1726	1636	00	48 c.
Vaches...	20	19	00	42
Veaux...	1039	1039	00	55
Moutons...	8311	6740	00	52

## SPECTACLES DU 14 AOUT.

7 h 1/2 OPÉRA. —

6 FRANÇAIS. — La Première Affaire.

6 OPÉRA-COMIQUE. — Les Rendez-vous. La Dame Blanche. 1 Heure.

6 GYMNASSE. — Mistriss Siddons, le Bouffon. Partie. Discretion.

6 VAUDEVILLE. — Deux Maîtresses. Casanova. Jean.

6 VARIÉTÉS. — Le Comédien. Le Jeune Père. Ma Femme. La Femme.

6 PORTE-ST-MARTIN. — Lavalbalière.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, EMILE DE GIRARDIN.

Imprimerie de BETHUNE et PLOU, rue de Vaugirard, n. 36.

dans la ville pontificale, l'évêque du roi don Jaime donna un coup de fouet sur la croupe du cheval du roi d'Aragon ; celui-ci mit l'épée à la main et poursuivit l'évêque qui se sauva à grand-peine ; de là la guerre : vous voyez que ce n'est pas à tort qu'on l'a surnommé le Cérémonieux.

— Puis, il faut tout dire, ajouta d'Artevelles, au milieu des embarras suscités par ce prince, le roi David, d'Ecosse, et la reine sa femme, sont arrivés à Paris, vu qu'Edouard III et Bailliol leur ont laissé en Ecosse un si petit royaume, qu'ils n'ont pas cru que cela valait la peine d'y rester, pour quatre forteresses et une tour qu'ils y possèdent encore. Il est vrai que si le roi Philippe de Valois envoyait en Ecosse, au secours d'Alan Vipont ou d'Agnès la-Noire, seulement le dixième de l'armée qu'il compte emmener en Terre-Sainte, cela pourrait diablement changer les affaires de ce côté.

— Oh ! je crois, répartit Guillaume avec négligence, qu'Edouard s'inquiète peu d'Alan Vipont et de son château de Lochleven, non plus que d'Agnès la-Noire, tout fille de Thomas Randolph qu'elle est. Depuis le dernier voyage qu'il a fait en Ecosse les choses sont bien changées : ne pouvant plus rencontrer Jacques Douglas, il s'en est vengé sur Archibald : celui-ci a payé pour le lion. Tous les comtés méridionaux lui appartiennent ; les gouverneurs et les shérifs des principales villes sont à lui ; Edouard Bailliol lui a fait hommage pour l'Ecosse, et si on le forçait d'y retourner, il prouverait à Alan Vipont que ses dignes sont plus solides que celles de sir John Sterling (1) ; à la comtesse de March, que les boulets qu'envoient les machines contre les remparts font mieux que de la poussière (2) ; et si William Spons est encore à son service, le roi aura soin de se couvrir d'une armure d'assez bonne trempe pour que les gages

d'amour d'Agnès-la-Noire ne pénétrèrent pas jusqu'à son cœur (1).

On en était là de la conversation lorsqu'elle fut interrompue par le bruit de la pendule qui sonnait neuf heures. Comme ce meuble était d'invention toute nouvelle, il attira l'attention des seigneurs ; et d'Artevelles lui-même, soit qu'il n'eût plus rien à faire servir, soit qu'il désirât donner le signal de la retraite, se leva, et s'adressant à Guillaume :

— Sire chevalier, lui dit-il, je vois que vous êtes curieux, comme messeigneurs de Cologne et de Juliers, d'examiner le mécanisme de cette horloge. Approchez-vous donc, car c'est chose curieuse, je vous jure. Elle était destinée au roi Edouard d'Angleterre, mais j'en ai fait offrir un si bon prix au mécanicien qui l'a faite, qu'il m'a donné la préférence.

— Et comment s'appelle ce traitre, qui exporte les marchandises anglaises malgré la défense ? dit Guillaume en riant.

— Richard de Valingfort, c'est un digne bénédictin, abbé de Saint-Alban, qui avait appris la mécanique dans la forge de son père, et qui a passé dix ans de sa vie sur ce chef-d'œuvre. Regardez, elle marque le cours des astres, et comment le soleil fait en vingt-quatre heures le tour de la terre ; on y voit le mouvement du flux et du reflux de la mer. Quant à la manière dont elle sonne, ce sont, vous le voyez, des boules de bronze qui tombent sur un timbre du même métal, en nombre égal à celui des heures qu'elles doivent marquer, et à chaque heure nouvelle un cavalier sort de son château et vient monter la garde sur le pont-levis.

Après qu'on eut examiné à loisir cette merveille, chacun prit congé, et Guillaume, qui était resté le dernier, allait se retirer comme les autres, lorsque Jacquemart lui posa la main sur l'épaule.

ALEX. DUMAS.

(1) Philippe, comte d'Evreux, dit le Bon et le Sage.  
(2) Pierre IV dit le Cérémonieux.  
(3) Annibal Ciccato, archevêque de Naples, créé cardinal par Jean XXII.  
(4) Talleyrand de Périgord, évêque d'Auxerre, créé cardinal par le même pape, en 1521.  
(5) Gaucelin d'Evreux, neveu de Jean XXII, créé cardinal par lui en 1316.  
(6) Bertrand Poyer, évêque d'Ostie, créé cardinal la même année et par le même pape.

(1) Sir John Sterling, assiégeant le château de Lochleven, qui est situé sur une île au milieu d'un lac, fit faire une digue à l'endroit de l'écoulement, espérant que les eaux monteraient et couvriraient l'île. En effet, le pied du château était déjà submergé lorsque Alan Vipont sortit une nuit et rompit l'éclosé. L'eau, se précipitant alors avec violence, emporta une partie du camp de Sterling.  
(2) Pendant le siège de son château par le comte de Salisbury, Agnès-la-Noire se promenait sur les remparts, époussetant avec son mouchoir les endroits où venaient frapper les pierres envoyées par les machines.

(1) Un jour que Salisbury faisait une reconnaissance autour des murs du château de Dumbur, une flèche lancée par un archer écossais nommé William Spons traversa la poitrine d'un chevalier qui se trouvait près de lui, quoiqu'il portât une triple cotte de maille sur une jaquette de cuir. C'est un gage d'amour de la comtesse, dit froidement Salisbury en regardant tomber le chevalier ; les traits d'Agnès-la-Noire pénétrèrent toujours jusqu'au cœur.